

64824/4

**Avant-projet de décret portant assentiment à l'Accord de siège,
avec échanges de lettres, entre le Royaume de Belgique et
l'Organisation Internationale de Police Criminelle – INTERPOL
(O.I.P.C.), fait à Lyon le 14 octobre 2014 et à Bruxelles
le 24 octobre 2014**

Le Gouvernement wallon,

Sur la proposition du Ministre-Président, chargé des Relations
internationales, et du Ministre

Après délibération,

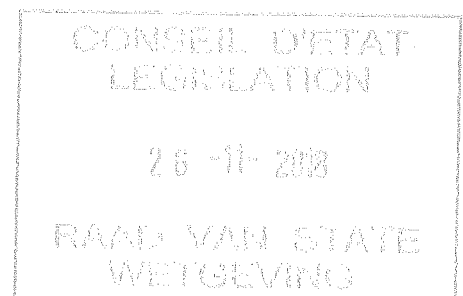
ARRÊTE :

Le Ministre-Président, chargé des Relations internationales, est chargé de
présenter au Parlement le projet de décret dont la teneur suit :

Article unique

L'Accord de siège, avec échanges de lettres, entre le Royaume de
Belgique et l'Organisation Internationale de Police Criminelle – INTERPOL
(O.I.P.C.), fait à Lyon le 14 octobre 2014 et à Bruxelles le 24 octobre
2014, sortira son plein et entier effet.

Namur, le



**Pour le Gouvernement wallon
Le Ministre-Président,**

Willy BORSUS

**Avant-projet de décret portant assentiment à l'Accord de siège,
avec échanges de lettres, entre le Royaume de Belgique et
l'Organisation Internationale de Police Criminelle – INTERPOL
(O.I.P.C.), fait à Lyon le 14 octobre 2014 et à Bruxelles
le 24 octobre 2014**

Exposé des motifs

A. Contexte et objet du Traité

En date du 20 mars 2009, le Secrétaire général d'Organisation Internationale de Police Criminelle – INTERPOL, Ronald NOBLE, a écrit au Ministre des Affaires étrangères pour demander l'ouverture de négociations pour la conclusion d'un accord de siège pour un bureau de représentation de cette organisation en Belgique. La raison principale de l'ouverture de ce bureau de représentation découle des relations que l'organisation veut entretenir avec l'Union européenne. Ce bureau a été accrédité auprès de la Commission européenne en juillet 2008.

L'organisation est créée à Vienne le 23 septembre 1923. Elle s'appelle alors « Commission internationale de Police criminelle » (CIPC). En 1956, le statut est modernisé et la CIPC devient « Organisation internationale de police criminelle - INTREPOL ». Le nouveau siège de l'organisation est établi à Paris. Elle est reconnue en tant qu'organisation intergouvernementale par l'ONU en 1971 et l'année suivante un accord de siège est conclu avec la France. Depuis 1989, le siège de l'organisation se trouve à Lyon.

Dans sa forme actuelle, l'organisation n'est pas fondée par traité. Toutefois ce critère n'est pas fondamental pour apprécier si un organisme peut être considéré comme organisation internationale. D'autres exemples (OSCE, CNUCED, ...) démontrent qu'un processus sui generis et informel peut être à la base de la création et de la reconnaissance d'une organisation internationale. Par ailleurs, l'organisation remplit les conditions nécessaires pour être considérée comme organisation internationale gouvernementale : c'est une organisation rassemblant des organes gouvernementaux, ayant des objectifs communs à ses membres, fonctionnant avec des organes lui conférant une autonomie par rapport à

ses membres, et dotée d'un pouvoir de représentation externe lui permettant d'approuver des accords avec d'autres organisations.

B. Commentaires des articles du Traité

L'accord de siège entre le Royaume de Belgique et l'Organisation Internationale de Police Criminelle – INTERPOL, signé à Lyon le 14 octobre 2014 et à Bruxelles le 24 octobre 2014, vise à préciser certains aspects relatifs aux privilèges et immunités accordés par la Belgique au Bureau de l'Organisation afin d'assurer le bon fonctionnement de celui-ci.

L'article 1 contient plusieurs définitions.

L'article 2 reconnaît la personnalité et la capacité juridiques au Bureau.

L'article 3 accorde l'immunité de juridiction à l'Organisation. L'Organisation peut renoncer à cette immunité pour une mesure d'exécution éventuelle.

L'article 4 établit l'immunité des biens de l'Organisation.

L'article 5 stipule que les archives sont inviolables.

L'article 6 stipule que les locaux sont inviolables. L'Organisation peut cependant en autoriser l'accès. En cas de sinistre, l'autorisation est présumée.

L'article 7 garantit la liberté des communications et pose le principe de l'inviolabilité de la correspondance.

L'article 8 régit les mouvements de fonds de L'Organisation.

L'article 9 accorde l'exonération en matière d'impôts directs sur les avoirs, revenus et autres biens utilisés par le Bureau pour son usage officiel. Cette exonération n'est pas accordée pour les revenus qui proviennent d'une activité industrielle ou commerciale.

L'article 10 prévoit la possibilité du remboursement des droits indirects ou de la TVA en cas d'achats importants par le Bureau strictement nécessaires pour l'exercice de ses activités officielles.

L'article 11 stipule que le Bureau peut importer tous biens et publications destinés à son usage officiel.

Les articles 12 et 13 exonèrent l'Organisation de tous impôts indirects sur les biens importés ou exportés destinés à usage officiel.

L'article 14 précise pour quelles acquisitions ou activités aucune exonération fiscale n'est accordée.

L'article 15 stipule que la cession des biens de l'Organisation ne pourra se faire que dans le respect de la réglementation belge en la matière.

L'article 16 exclut la possibilité de demander l'exonération des impôts, taxes ou droits perçus en rémunération de services d'utilité publique.

L'article 17 précise les modalités d'application des exemptions fiscales octroyées aux articles 9, 10, 11, 12, 13, 14 et 15.

Etant donné que l'Accord est un accord de siège avec une organisation internationale liant la Belgique sur le plan international, la mention des obligations qui découlent pour la Belgique des dispositions des traités concernant l'Union européenne et de l'application des dispositions légales et réglementaires se justifie par le principe général selon lequel l'État ne peut prendre de nouveaux engagements internationaux qui seraient contraires à ses obligations internationales existantes. Dans le cas présent, ceci signifie que l'exemption en question ne peut être accordée que dans les conditions et limites fixées en application des dispositions des règlements et directives communautaires et par les lois ayant transposé ces dispositions en droit belge ainsi que dans le respect de la législation belge. Par exemple, l'exonération de droits d'importation n'ouvre pas le droit d'importer des biens qui seraient sous embargo ou prohibés.

Ainsi, sur la base de l'article 151 §1b), de la directive 2006/112/CE du 28 novembre 2006, l'exonération est octroyée par les États membres, sans préjudice d'autres dispositions communautaires, dans les conditions qu'ils fixent en vue d'assurer l'application correcte et simple des exonérations et de prévenir toute fraude, évasion et abus éventuels, pour les livraisons de biens destinées aux membres des organismes internationaux reconnus comme tels par les autorités publiques du pays d'accueil, dans les limites et conditions fixées par les accords de siège.

En plus, il convient de noter que l'habilitation donnée aux articles 17 et 23, respectivement aux autorités belges et au Ministre des Finances, compétent correspond à l'article 42 §3 du code TVA, notamment le dernier alinéa, selon lequel le Ministre des Finances fixe les limites et les conditions de l'application des exemptions accordées en vertu d'une convention internationale, ainsi qu'aux articles 19.3 à 19.8 de la loi du 18 juillet 1977 « douanes et accises », notamment l'article 19.8§2. Ces

limites et conditions visent tant la nature (limites fixées en fonction de l'objectif d'une telle exonération, à savoir faciliter l'installation de l'organisation et de son personnel) que la quantité raisonnable des biens concernés, la destination à l'usage personnel du bénéficiaire et l'utilisation effective des biens pour l'installation en Belgique, mais aussi les modalités d'octroi d'une telle exemption afin d'éviter toute fraude ou abus. L'habilitation donnée au Ministre des Finances ne concerne dès lors que l'application de l'exemption accordée en vertu des articles en question, et n'est par conséquent nullement en contradiction avec les articles 170 et 172 de la Constitution. Elle n'implique en aucune façon que le Gouvernement puisse unilatéralement modifier les privilèges fiscaux accordés dans l'accord de siège. Une telle modification ne peut être effectuée que par un nouvel accord entre le Royaume de Belgique et l'Organisation modifiant le présent accord de siège.

L'article 18 accorde les privilèges et immunités d'usage aux représentants des Etats Membres, le personnel du Secrétariat général de l'Organisation, les membres du Comité exécutif de l'Organisation et leur délégation ainsi que des membres et personnes exerçant des fonctions officielles pour la Commission de contrôle des fichiers d'INTERPOL.

L'article 19 stipule que le Chef du Bureau et son adjoint bénéficient des privilèges et immunités diplomatiques.

L'article 20 traite du statut personnel. Des mesures vis-à-vis des membres du personnel sont prises en ce qui concerne :

- l'impôt sur les salaires et sur les autres indemnités,
- l'immunité de juridiction,
- rapatriement en cas de crise internationale,
- la libre circulation des personnes en ce qui concerne les membres de leurs familles,
- l'exemption de l'application de la législation belge sur l'emploi pour ce qui concerne leur activité officielle au Bureau,

L'article 21 accorde les privilèges et immunités d'usage aux experts.

L'article 22 contient les limites à l'octroi de l'exemption de l'impôt sur les salaires.

L'article 23 accorde une franchise en matière de droits de douane et de taxe sur la valeur ajoutée lors de la première installation.

L'article 24 stipule que la Belgique n'est pas tenue d'accorder les privilèges et immunités à ses propres ressortissants nationaux et aux résidents permanents.

L'article 25 stipule que l'Organisation informera annuellement l'administration fiscale belge compétente des montants des traitements, émoluments et indemnités, pensions ou rentes que l'organisation a versé aux membres du personnel du Bureau au cours de l'année précédente.

Les articles 26 à 31 disposent que le recours aux privilèges et immunités accordés ne pourra se faire que dans le seul but de faciliter le fonctionnement autonome du Bureau. Ce fonctionnement autonome ne peut entraver le cours normal de la justice belge.

L'article 32 prévoit une procédure d'arbitrage en cas de divergence d'interprétation.

L'article 33 prévoit que l'Organisation informera la Direction Protocole du SPF Affaires étrangères de la fin de l'activité de son Bureau.

L'article 34 traite de l'entrée en vigueur et de la révision.

Le décret d'assentiment prévoit une application rétroactive de l'Accord – à l'exception des dispositions traitant de l'immunité de juridiction – à partir du 24 octobre 2014, date de la signature de l'Accord. L'application rétroactive doit permettre au Chef du Bureau de l'Organisation et aux autres membres du personnel du Bureau de bénéficier des privilèges propres à leur statut, dès le jour de la signature de l'Accord. L'article en question prévoit que les dispositions de l'Accord peuvent, après son entrée en vigueur sur le plan international, être appliquées en Belgique avec effet rétroactif à partir de la date de sa signature. Cet article trouve sa justification dans le principe repris au préambule de la Convention du 13 février 1946 sur les privilèges et immunités des Nations Unies et par analogie avec le prescrit au préambule de la Convention de Vienne du 18 avril 1961, selon lequel les privilèges et immunités accordés sont nécessaires pour le bon fonctionnement du Bureau de l'Organisation en Belgique. En laissant rétroagir l'application des privilèges, le bon fonctionnement et l'indépendance du Bureau de l'Organisation peuvent être assurés aussi pendant la période entre la signature et l'entrée en vigueur de l'Accord.

L'échange de lettres précise les conditions sous lesquelles la Belgique reconnaît comme impôt interne la retenue interne instaurée par l'Organisation sur les salaires de son personnel.

C. Nature du Traité sur le plan interne

Le caractère mixte (Etat fédéral – Communautés – Régions) de cet accord a été reconnu par le Comité Interministériel de la Politique de Siège

(CIPS.) en date du 20 mai 2009. En effet, les Régions sont compétentes en ce qui concerne les articles.

Le 28 juin 2016, le Conseil d'Etat a donné son avis sur l'avant-projet de loi portant assentiment avec cet Accord de siège. Concernant les points 1.4 de « l'examen de l'accord de siège », le groupe de travail « traités mixtes » a décidé le 19 septembre 2017 : « Le groupe de travail traités mixtes prend note de la remarque du Conseil d'Etat concernant la mention de la Commission communautaire française dans le préambule des accords ainsi que dans la formule de signature ».

ACCORD DE SIEGE AVEC ECHANGE DE LETTRES

ENTRE

LE ROYAUME DE BELGIQUE

ET

L'ORGANISATION INTERNATIONALE DE POLICE

CRIMINELLE – INTERPOL (O.I.P.C. - INTERPOL)

Le Royaume de Belgique, dénommé ci-après « la Belgique », représenté par ;

- le Gouvernement fédéral,
- le Gouvernement flamand,
- le Gouvernement de la Communauté française,
- le Gouvernement wallon,
- le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,
- le Gouvernement de la Communauté germanophone ;

et

L'Organisation Internationale de Police Criminelle - INTERPOL, dénommée ci-après « l'Organisation » ;

Considérant que l'Organisation Internationale de Police Criminelle - INTERPOL constitue une organisation internationale intergouvernementale reconnue ;

Répondant au désir de l'Organisation d'installer un Bureau de liaison en Belgique, ci-après dénommé « le Bureau » ;

Considérant qu'il est souhaitable qu'INTERPOL jouisse en Belgique des privilèges et immunités généralement reconnus aux organisations internationales ayant un Bureau sur le territoire belge ;

Désireux de conclure un accord en vue de déterminer les privilèges et immunités nécessaires au fonctionnement du Bureau et au bon accomplissement de la mission de son personnel ;

Sont convenus de ce qui suit :

CHAPITRE I

PERSONNALITE, PRIVILEGES ET IMMUNITES DE L'ORGANISATION INTERNATIONALE DE POLICE CRIMINELLE - INTERPOL

Article 1

Au sens du présent Accord,

- a) « le Bureau » est le bureau de liaison de l'Organisation, établi officiellement en Belgique ;
- b) « les activités officielles du Bureau » sont celles qui sont nécessaires à l'accomplissement en Belgique par le Bureau des buts et des missions statutaires d'intérêt général dont il a été chargé par l'Organisation ;
- c) « l'usage officiel » signifie les actions et acquisitions de biens ou de prestations de services indispensables à l'exercice par le Bureau en Belgique de ses activités officielles ou nécessaires pour son bon fonctionnement, et dont le coût est pris en charge définitivement par « l'Organisation » ;
- d) « les archives » sont tous les dossiers, documents, manuscrits, documents électroniques, banques de données, photos, films, et enregistrements audio et vidéo appartenant à ou détenus par le Bureau ou son personnel pour l'exercice de leurs activités officielles en Belgique ;
- e) « les locaux du Bureau » sont le terrain et les bâtiments ou parties de bâtiments utilisés par le Bureau uniquement pour l'exercice de ses activités officielles en Belgique ;
- f) « le Chef du Bureau » est le fonctionnaire de plus haut rang du Bureau ;
- g) « les fonctionnaires » se répartissent entre les catégories suivantes :
 - I. Le Secrétaire général, plus haut fonctionnaire de l'organisation.
 - II. Les fonctionnaires mis à disposition de l'organisation par leur administration nationale qui sont recrutés et nommés par INTERPOL, conformément aux dispositions du Statut du personnel d'INTERPOL.
 - III. Les fonctionnaires de l'organisation directement engagés et rémunérés par INTERPOL et occupant un emploi permanent ou temporaire du cadre de l'organisation, dénommés « fonctionnaires sous contrat ».

Article 2

La personnalité et la capacité juridiques internationales sont reconnues à l'Organisation.

Article 3

Dans le cadre de ses activités officielles, l'Organisation bénéficie de l'immunité de juridiction et d'exécution sauf :

- a) dans la mesure où l'Organisation aurait expressément renoncé à une telle immunité dans un cas particulier ;

- b) en cas d'action civile intentée par un tiers concernant des personnes et/ou des biens, pour autant que cette action civile n'ait pas de lien direct avec le fonctionnement officiel de l'Organisation ;
- c) en cas d'action civile intentée par un tiers pour les dommages résultant d'un accident causé par un véhicule automoteur appartenant à l'Organisation ou circulant pour son compte ou en cas d'infraction à la réglementation de la circulation automobile intéressant le véhicule précité ;
- d) pour la saisie, en exécution d'une décision juridictionnelle, du traitement et des émoluments dus par l'Organisation à un membre du personnel ;
- e) en cas d'une demande reconventionnelle directement liée à une procédure entamée à titre principal par l'Organisation ;
- f) pour l'exécution d'une sentence arbitrale rendue en vertu de l'article 32 du présent Accord.

Article 4

1. Les biens et avoirs de l'Organisation utilisés pour l'exercice des fonctions officielles du Bureau ne peuvent faire l'objet d'aucune forme de réquisition, confiscation, séquestre ni autre forme de saisie ou de contrainte.
2. Si une expropriation était nécessaire, toutes dispositions appropriées seraient prises afin d'empêcher qu'il soit fait obstacle à l'exercice des fonctions du Bureau. En ce cas la Belgique accorderait son assistance pour permettre la réinstallation du Bureau.

Article 5

Les archives de l'Organisation sont inviolables.

Article 6

1. Les locaux du Bureau sont inviolables. Le consentement du Chef du Bureau est requis pour l'accès à ses locaux.
2. Toutefois, ce consentement est présumé acquis en cas de sinistre exigeant des mesures de protection immédiates.
3. La Belgique prendra toute mesure appropriée afin d'empêcher que les locaux du Bureau soient envahis ou endommagés, la paix du Bureau troublée ou sa dignité amoindrie.

Article 7

La liberté de communication de l'Organisation pour ses fins officielles est garantie. Sa correspondance officielle est inviolable et ne peut être censurée. L'Organisation peut employer ses codes.

Article 8

Sans préjudice des dispositions internationales et des dispositions communautaires européennes en la matière, l'Organisation peut :

- a. Recevoir et détenir des fonds et des devises de toute nature et avoir des comptes en toutes monnaies ;
- b. Transférer librement ses fonds et ses devises à l'intérieur du territoire belge, de la Belgique vers un autre pays et inversement.

Article 9

1. L'Organisation, ses avoirs, revenus et autres biens affectés à son usage officiel sont exonérés de tous impôts directs.
2. Aucune exonération d'impôt direct n'est accordée pour les revenus de l'Organisation qui proviennent d'une activité économique, industrielle ou commerciale qui serait exercée par le Bureau ou par un de ses membres pour le compte de l'Organisation.

Article 10

Lorsque l'Organisation effectue des achats importants de biens immobiliers ou mobiliers ou fait exécuter des prestations de service importantes, strictement nécessaires pour l'exercice de ses activités officielles et dont le prix comprend des droits indirects ou de la TVA, des dispositions appropriées sont prises chaque fois qu'il est possible en vue de la remise ou du remboursement du montant de ces droits et taxes.

Article 11

Sans préjudice des obligations qui découlent pour la Belgique des traités relatifs à l'Union européenne et de l'application des dispositions légales et réglementaires concernant l'ordre, la sécurité, la santé ou la moralité publiques, l'Organisation peut importer tous biens et publications destinés à son usage officiel.

Article 12

L'Organisation est exonérée de tous impôts indirects à l'égard des biens importés, acquis ou exportés par elle ou en son nom pour son usage officiel.

Article 13

L'Organisation est exonérée de tous impôts indirects à l'égard des publications officielles qui lui sont destinées ou qu'elle envoie à l'étranger.

Article 14

Afin d'éviter que l'application des exonérations ne puisse avoir pour effet de fausser la concurrence, aucune exonération de droits et taxes indirects n'est accordée pour les actions et acquisitions de biens ou de prestations de services destinées :

- soit à une activité professionnelle autre que l'usage officiel du Bureau ;
- soit à une activité économique, industrielle ou commerciale qui serait exercée par le Bureau ou par un de ses membres pour le compte du Bureau ou pour le compte de l'Organisation ou d'un Etat membre de l'Organisation ;
- soit à une activité exercée dans le cadre d'un programme d'une autre organisation internationale ;
- soit à servir les intérêts personnels des membres du personnel du Bureau.

Article 15

Les biens appartenant à l'Organisation ne peuvent être cédés en Belgique, que selon les conditions prescrites par les lois et règlements belges.

Article 16

L'Organisation n'est pas exonérée des impôts, taxes ou droits qui ne constituent que la simple rémunération de services d'utilité publique.

Article 17

Sans préjudice des obligations qui découlent pour la Belgique des traités relatifs à l'Union européenne et de l'application des dispositions légales et réglementaires, les conditions et modalités d'application des articles 9, 10, 11, 12, 13, 14 et 15 sont déterminées par les autorités compétentes pour ces matières fiscales.

CHAPITRE II

STATUT DU PERSONNEL

Article 18

Les représentants des Etats Membres, le personnel du Secrétariat général de l'Organisation, les membres du Comité exécutif de l'Organisation et leur délégation ainsi que des membres et personnes exerçant des fonctions officielles pour la Commission de contrôle des fichiers d'INTERPOL jouissent, sur le territoire du Royaume de Belgique, pendant l'exercice de leurs fonctions ou l'accomplissement de leur mission comme au cours de leurs voyages à destination ou en provenance du lieu de la réunion, des privilèges et immunités suivants :

- a) Immunité d'arrestation ou de détention et de saisie de leurs bagages personnels sauf en cas de flagrant délit ;
- b) Immunité de juridiction en ce qui concerne les actes accomplis par eux y compris leurs paroles et écrits ;
- c) Inviolabilité de tous papiers et documents officiels ;
- d) facilités en ce qui concerne la réglementation des changes identiques à celles octroyées aux personnes en mission temporaire.

Article 19

1. Le Chef du Bureau et son adjoint bénéficient des immunités, privilèges et facilités reconnus aux membres du personnel diplomatique des missions diplomatiques. Leur partenaire légal, n'exerçant en Belgique aucune occupation privée de caractère lucratif, et leurs enfants mineurs, à charge et vivant à leur foyer, bénéficient des avantages reconnus au conjoint et aux enfants mineurs du personnel diplomatique.
2. Outre les privilèges prévus à l'article 18, le Secrétaire général d'INTERPOL ainsi que son conjoint et ses enfants bénéficieront des facilités accordées aux envoyés diplomatiques.

Article 20

1. Tous les fonctionnaires du Bureau, y inclus les fonctionnaires visés à l'article 19 du présent accord, bénéficient de l'exonération de tout impôt sur les traitements, émoluments et indemnités qui leur sont versés par l'Organisation ; la Belgique se réserve la possibilité de tenir compte de ces traitements, émoluments et indemnités pour le calcul du montant de l'impôt à percevoir sur les revenus imposables provenant d'autres sources.

Les conditions et modalités d'application de ce paragraphe sont déterminées par le Ministre des Finances du Gouvernement belge.

2. En ce qui concerne les fonctionnaires mis à disposition de l'organisation par leur administration nationale qui sont recrutés et nommés par INTERPOL, conformément aux articles 2.1 et suivants du Statut du personnel d'INTERPOL, sans préjudice de l'application des conventions préventives de double imposition conclues par la Belgique et des accords de réciprocité existants entre la Belgique et certains Etats, les autorités fiscales belges s'efforceront de régler sous condition de réciprocité et dans les conditions des articles 4 et 231 du code des impôts sur les revenus, les cas de double imposition des traitements et émoluments versés à ceux-ci par ces Etats, subdivisions politiques ou collectivités locales.
3. Tous les fonctionnaires du Bureau bénéficient des facilités reconnues aux fonctionnaires des organisations internationales en ce qui concerne les réglementations monétaires ou de change.
4. Tous les fonctionnaires du Bureau bénéficient de :
 - a) l'immunité de juridiction pour les actes accomplis en leur qualité officielle, y compris leurs paroles et écrits, cette immunité persistant après cessation de leurs fonctions ;
 - b) l'inviolabilité pour tous leurs papiers et documents officiels.
5. Tous les fonctionnaires du Bureau bénéficient, en période de tension internationale, des facilités de rapatriement accordées aux membres des missions diplomatiques. Leurs partenaires légaux ainsi que les membres de leurs familles vivant à leur charge bénéficieront des mêmes facilités.
6. Tous les fonctionnaires du Bureau, ainsi que leur partenaire légal et leurs enfants mineurs, à charge et vivant à leur foyer, ne sont pas soumis aux dispositions limitant l'immigration ni aux formalités d'enregistrement des étrangers. Cette dérogation est accordée conformément à la législation belge en la matière.
7. Pour l'exercice de leurs fonctions officielles auprès du Bureau, les fonctionnaires du Bureau ne sont pas soumis à la législation belge en matière d'emploi de la main d'œuvre étrangère et en matière d'exercice par les étrangers des activités professionnelles indépendantes.
8. L'Organisation notifie l'arrivée et le départ de ses fonctionnaires du Bureau à la Direction du Protocole du Service public fédéral Affaires étrangères et notifie également les renseignements spécifiés ci après au sujet de tous ses fonctionnaires :
 - a) nom et prénom
 - b) lieu et date de naissance
 - c) sexe
 - d) nationalité
 - e) résidence principale (commune, rue, numéro)
 - f) état civil
 - g) composition du ménage
 - h) le choix du système de sécurité sociale

Tout changement des données spécifiées ci avant doit être signalé dans les deux semaines à la Direction du Protocole du Service public fédéral Affaires étrangères.

Article 21

1. Les experts lorsqu'ils accomplissent des missions pour l'Organisation, jouissent, pendant la durée de cette mission, y compris le temps du voyage, des privilèges et immunités nécessaires pour exercer leurs fonctions en toute indépendance. Ils jouissent en particulier des privilèges et immunités suivants :
 - a) Immunité d'arrestation personnelle ou de détention et de saisie de leurs bagages personnels ;
 - b) Immunité de toute juridiction en ce qui concerne les actes accomplis par eux au cours de leurs missions (y compris leurs paroles et écrits). Cette immunité continuera à leur être accordée même après que ces personnes auront cessé de remplir des missions pour l'Organisation ;
 - c) Inviolabilité de tous papiers et documents ;
 - d) droit de faire usage de codes et de recevoir des documents et de la correspondance par courrier ou par valises scellées, pour leurs communications avec l'Organisation ;
 - e) les mêmes facilités, en ce qui concerne les réglementations monétaires ou de change que celles qui sont accordées aux représentants des gouvernements étrangers en mission officielle temporaire ;
 - f) les mêmes immunités et facilités en ce qui concerne leurs bagages personnels que celles qui sont accordées aux agents diplomatiques.
2. Les privilèges et immunités sont accordés aux experts dans l'intérêt de l'Organisation, et non à leur avantage personnel. Toute personne jouissant de ces privilèges et immunités a le devoir de respecter les lois et les règlements belges. L'Organisation pourra et devra lever l'immunité accordée à un expert, dans tous les cas où, à son avis, cette immunité empêcherait que justice soit faite et où elle peut être levée sans porter préjudice aux intérêts de l'Organisation.

Article 22

Les dispositions de l'article 20.1 ne s'appliquent ni aux pensions et rentes versées par l'Organisation à ses anciens fonctionnaires en Belgique ou à leurs ayants droits, ni aux traitements, émoluments et indemnités versés par l'Organisation ou par le Bureau à ses fonctionnaires engagés pour une durée de moins d'un an ou aux membres du personnel qui n'occupent pas un emploi permanent ou temporaire du cadre de l'Organisation eu égard à la mission et aux règles statutaires de cette Organisation.

Article 23

1. Sans préjudice des obligations qui découlent pour la Belgique des traités relatifs à l'Union européenne et de l'application des dispositions légales et réglementaires, les fonctionnaires du Bureau, hormis ceux mentionné à l'article 19, jouissent du droit pendant la période de douze mois suivant leur première prise de fonctions d'importer ou d'acquérir, en franchise des droits de douane et de la Taxe sur la valeur ajoutée, les meubles meublants et une voiture automobile destinée à leur usage personnel.
2. Le Ministre des Finances du Gouvernement belge fixe les limites et les conditions d'application du présent article.

Article 24

1. La Belgique n'est pas tenue d'accorder à ses propres ressortissants ou résidents permanents les avantages, privilèges et immunités prévus à l'article 20, à l'exception de ceux mentionnés à l'article 20.1, 20.4 et 21.1 b), c), et d) du présent accord.
2. Sans préjudice de l'article 20.2, la Belgique n'est pas tenue d'accorder le bénéfice de l'article 20.1 aux fonctionnaires nommés ou engagés par INTERPOL pour une durée inférieure à un an, à l'exception de l'article 20.4 dont le bénéfice est applicable à tous les fonctionnaires.
3. La Belgique n'est pas tenue d'accorder le bénéfice de l'article 23 aux fonctionnaires sous contrat nommés par INTERPOL pour une durée inférieure à un an, ni aux fonctionnaires mis à disposition autres que ceux visés à l'article 1, ni aux experts.

Article 25

Le Bureau remettra avant le 1 mars de chaque année à tous les bénéficiaires une fiche spécifiant outre leur nom et adresse, le montant des traitements, émoluments, indemnités, pensions ou rentes que l'Organisation ou le Bureau leur a versés au cours de l'année précédente.

De même, le double des fiches sera transmis directement par l'Organisation avant la même date à l'administration fiscale belge compétente.

CHAPITRE III

DISPOSITIONS GENERALES

Article 26

Les privilèges et immunités sont accordés aux fonctionnaires de l'Organisation uniquement dans l'intérêt de l'Organisation et non à leur avantage personnel. Le Secrétaire général de l'Organisation doit lever l'immunité dans tous les cas où cette immunité entraverait l'action de la justice et où elle peut être levée sans porter préjudice au bon fonctionnement du Bureau.

Article 27

Sans préjudice des droits conférés à l'Organisation et à ses fonctionnaires par le présent Accord, la Belgique conserve le droit de prendre toutes les précautions utiles dans l'intérêt de sa sécurité et d'ordre public.

Article 28

1. Les personnes mentionnées aux articles 19, 20 et 21 ne jouissent d'aucune immunité de juridiction et d'exécution en ce qui concerne les cas d'infractions à la réglementation sur la circulation des véhicules automobiles ou de dommages causés par un véhicule automobile.
2. L'Organisation, ses fonctionnaires et experts doivent se conformer à toutes les obligations imposées par la législation belge en matière d'assurance de responsabilité civile pour l'utilisation de tout véhicule automobile.

Article 29

L'Organisation, tous ses fonctionnaires et experts collaboreront en tout temps avec les autorités belges compétentes en vue de faciliter la bonne administration de la justice, d'assurer l'observation des règlements de police et d'éviter tout abus de privilèges, immunités et facilités prévus dans le présent Accord.

Article 30

L'Organisation ainsi que ses fonctionnaires sont tenus de respecter les lois et les règlements belges ainsi que les décisions de justice rendues à leur égard.

Article 31

La Belgique n'encourt du fait de l'activité de l'Organisation sur son territoire aucune responsabilité internationale quelconque pour les actes et omissions de l'Organisation ou pour ceux de ses fonctionnaires et experts agissant ou s'abstenant dans le cadre de leurs fonctions.

Article 32

1. Toute divergence de vues concernant l'application ou l'interprétation du présent Accord, qui n'a pas pu être réglée par des pourparlers directs entre les Parties, peut être soumise, par l'une des Parties, à l'appréciation d'un tribunal d'arbitrage composé de trois membres.
2. Les Parties désignent chacun un membre du tribunal d'arbitrage.
3. Le troisième membre du tribunal d'arbitrage est désigné par les deux Parties après consultation.
4. Le troisième membre sera le Président du tribunal d'arbitrage.
5. En cas de désaccord au sujet de la personne du troisième membre du tribunal d'arbitrage, ce dernier est désigné par le Président de la Cour Internationale de Justice à la requête des Parties.
6. Le tribunal d'arbitrage est saisi par l'une ou l'autre Partie par voie de requête.
7. Le tribunal d'arbitrage fixe sa propre procédure.

CHAPITRE IV

DISPOSITIONS FINALES

Article 33

En cas de modification de ses statuts ou de fermeture du Bureau, l'Organisation s'engage à avertir les autorités compétentes de l'Etat hôte.

Article 34

Chacune des Parties notifie à l'autre l'accomplissement des procédures constitutionnelles et légales internes requises pour la mise en vigueur du présent Accord.

L'Accord entrera en vigueur le premier jour du deuxième mois qui suit la date d'échange de la dernière notification avec effet à la date d'installation du bureau d'INTERPOL en Belgique au 1^{er} janvier 2012, sauf pour ce qui concerne les articles 3 et 20.4.

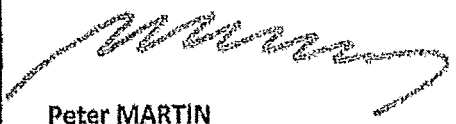
Le présent accord peut faire l'objet de révision à la demande d'une des Parties.

EN FOI DE QUOI, les Représentants du Royaume de Belgique et de l'Organisation Internationale de Police Criminelle - INTERPOL ont signé le présent Accord avec échange de lettres.

Fait en deux exemplaires, en langues française, anglaise et néerlandaise, les textes anglais et français faisant foi,

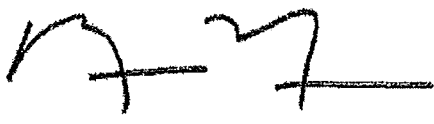
Pour le Royaume de Belgique représenté par :
le Gouvernement fédéral,
le Gouvernement flamand,
le Gouvernement de la Communauté française,
le Gouvernement wallon,
le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,
le Gouvernement de la Communauté germanophone ;

Pour l'Organisation Internationale de Police Criminelle - INTERPOL :


Peter MARTIN
Président CIPS-ICZ

A Bruxelles

Le 24/10/2011


Ronald K. NOBLE
Secrétaire Général

A LYON

Le 14/10/2014

ZETELAKKOORD MET UITWISSELING VAN BRIEVEN

TUSSEN

HET KONINKRIJK BELGIË

EN

DE INTERNATIONALE ORGANISATIE VOOR CRIMINELE POLITIE –

INTERPOL

(O.I.C.P. – INTERPOL)

Het Koninkrijk België, hierna genoemd "België" vertegenwoordigd door:

- de federale Regering,
- de Vlaamse Regering,
- de Franse Gemeenschapsregering,
- de Waalse Regering,
- de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest,
- de Duitstalige Gemeenschapsregering;

en

De Internationale Organisatie voor Criminele Politie -- INTERPOL, hierna genoemd "de Organisatie";

Overwegend dat de Internationale Organisatie voor Criminele Politie -- INTERPOL een erkende internationale intergouvernementele organisatie is;

Tegemoet komend aan de wens van de Organisatie om in Brussel een Verbindingsbureau te vestigen, hierna genoemd "het Bureau";

Overwegend dat het wenselijk is dat INTERPOL in België kan genieten van de voorrechten en immuniteiten die gewoonlijk worden toegekend aan internationale organisaties die op het Belgisch grondgebied een bureau hebben gevestigd;

Verlangend een overeenkomst te sluiten teneinde de voorrechten en immuniteiten, die vereist zijn voor het functioneren van het Bureau en voor de goede uitvoering door het personeel van zijn opdracht, nader te bepalen.

Zijn overeengekomen als volgt:

HOOFDSTUK I

RECHTSPERSOONLIJKHEID, VOORRECHTEN EN IMMUNITEITEN VAN DE INTERNATIONALE ORGANISATIE VOOR CRIMINELE POLITIE – INTERPOL

Artikel 1

In dit Akkoord wordt verstaan onder:

- a) "het Bureau": het verbindingsbureau van de Organisatie, officieel in België gevestigd;
- b) "de officiële werkzaamheden van het Bureau": de werkzaamheden die noodzakelijk zijn voor de uitoefening in België door het Bureau van de doelstellingen en de statutaire opdrachten van algemeen belang die door de Organisatie aan het Bureau werden opgedragen;
- c) "het officieel gebruik": de activiteiten evenals de verwerving van goederen of diensten die onontbeerlijk zijn voor de uitoefening door het Bureau van zijn officiële werkzaamheden in België, of die noodzakelijk zijn voor zijn goede werking, en waarvan de kosten in laatste instantie worden gedragen door de Organisatie;
- d) "het archief": alle dossiers, correspondentie, documenten, manuscripten, computer- en mediagegevens, databanken, foto's, films, video- en geluidsopnamen die het Bureau of zijn personeel in het kader van zijn officiële werkzaamheden in België bezit of bewaart;
- e) "de gebouwen van het Bureau": het terrein en de gebouwen of delen van gebouwen die uitsluitend worden gebruikt voor de officiële werkzaamheden van het Bureau;
- f) "het Hoofd van het Bureau": de ambtenaar met de hoogste rang van het Bureau;
- g) "de ambtenaren" worden ingedeeld in de volgende categorieën:
 - i. De Secretaris-generaal, de hoogste ambtenaar van de Organisatie;
 - ii. De ambtenaren, ter beschikking gesteld van de Organisatie door hun nationale administratie, en die werden aangeworven en benoemd door INTERPOL in overeenstemming met de bepalingen van het personeelsreglement van INTERPOL;
 - iii. De ambtenaren van de Organisatie, rechtstreeks aangeworven en betaald door INTERPOL, die een permanente of tijdelijke functie op het kader van de Organisatie uitoefenen en worden aangeduid als "contractuele ambtenaren".

Artikel 2

De internationale rechtspersoonlijkheid en rechtsmacht van de Organisatie worden erkend.

Artikel 3

In het kader van zijn officiële werkzaamheden geniet de Organisatie immuniteit van rechtsmacht en van executie behoudens:

- a) voor zover de Organisatie in een bijzonder geval uitdrukkelijk afstand heeft gedaan van deze immuniteit;
- b) met betrekking tot een door derden ingediende rechtsvordering betreffende personen of goederen, voor zover die rechtsvordering niet rechtstreeks samenhangt met de officiële werkzaamheden van de Organisatie;

- c) met betrekking tot een door derden ingediende rechtsvordering betreffende schade veroorzaakt door een motorvoertuig dat toebehoort aan de Organisatie of namens deze wordt gebruikt, of in geval van een met voormeld voertuig begane verkeersovertreding;
- d) voor beslag, in uitvoering van een rechterlijke beslissing, op salarissen en emolumenten verschuldigd door de Organisatie aan een personeelslid;
- e) met betrekking tot een tegenvordering rechtstreeks verbonden aan een hoofdvordering ingeleid door de Organisatie;
- f) voor de uitvoering van een arbitrale uitspraak uitgesproken krachtens artikel 32 van dit Akkoord.

Artikel 4

- 1. De goederen en bezittingen van de Organisatie, gebruikt voor de uitoefening van de officiële werkzaamheden van het Bureau kunnen niet het voorwerp uitmaken van enige vorm van opvordering, verbeurdverklaring, inbewaringstelling of een andere vorm van beslaglegging of dwang.
- 2. Indien een onteigening mocht nodig zijn, worden alle gepaste schikkingen getroffen om te verhinderen dat de uitoefening van de werkzaamheden van het Bureau in het gedrang komt. In zodanig geval zou België zijn medewerking verlenen aan de wederinstallatie van het Bureau.

Artikel 5

Het archief van de Organisatie is onschendbaar.

Artikel 6

- 1. De gebouwen van het Bureau zijn onschendbaar. De instemming van het Hoofd van het Bureau is vereist voor de toegang tot deze gebouwen.
- 2. Deze toestemming wordt evenwel geacht verkregen te zijn in geval van schade die onmiddellijke beschermingsmaatregelen vergt.
- 3. België zal alle gepaste maatregelen nemen om de gebouwen van het Bureau te beschermen tegen indringers of tegen het toebrengen van schade en om te vermijden dat de rust van het Bureau wordt verstoord of zijn waardigheid wordt aangetast.

Artikel 7

Het recht van de Organisatie om binnen het kader van haar officiële werkzaamheden communicatiemiddelen te gebruiken is gewaarborgd. De officiële briefwisseling van de Organisatie is onschendbaar en kan niet worden gecensureerd. De Organisatie mag codes gebruiken.

Artikel 8

Onverminderd de toepasselijke internationale en Europeesrechtelijke bepalingen mag de Organisatie:

- a. om het even welke fondsen en valuta ontvangen en in bezit hebben en rekeningen hebben in welke munteenheid ook;
- b. vrij zijn fondsen en valuta overmaken binnen het Belgisch grondgebied, van België naar een ander land en omgekeerd.

Artikel 9

1. De Organisatie, haar bezittingen, inkomsten en andere goederen, die bestemd zijn voor haar officieel gebruik, zijn vrijgesteld van alle directe belastingen.
2. Geen enkele vrijstelling van directe belasting wordt verleend voor de inkomsten van de Organisatie die afkomstig zijn van een economische, industriële of handelsactiviteit, die wordt uitgeoefend door het Bureau of door een van de leden van het Bureau voor rekening van de Organisatie.

Artikel 10

Wanneer de Organisatie aanzienlijke aankopen van roerend of onroerend goed doet of belangrijke diensten laat uitvoeren die strikt noodzakelijk zijn voor de uitoefening van haar officiële werkzaamheden en waarvan de prijs indirecte rechten of BTW bevat, worden, telkens wanneer mogelijk de nodige schikkingen getroffen met het oog op de kwijtschelding of terugbetaling van het bedrag van deze rechten en belastingen.

Artikel 11

Onverminderd de verplichtingen die voor België voortvloeien uit de verdragen betreffende de Europese Unie en uit de toepassing van de Belgische wetgeving en regelgeving betreffende de openbare orde en veiligheid, volksgezondheid of openbare zeden, kan de Organisatie alle goederen en publicaties invoeren die bestemd zijn voor haar officieel gebruik in België.

Artikel 12

De Organisatie is vrijgesteld van alle indirecte belastingen op goederen die door haar of in haar naam worden ingevoerd, verworven of uitgevoerd voor officieel gebruik.

Artikel 13

De Organisatie is vrijgesteld van alle indirecte belastingen op de officiële publicaties die voor haar bestemd zijn of die zij naar het buitenland verstuurt.

Artikel 14

Om te vermijden dat de toepassing van de vrijstellingen oorzaak zou zijn van concurrentievervalsing wordt geen vrijstelling van rechten of van indirecte belastingen toegekend voor activiteiten of voor verwerving van goederen of diensten, indien zij bestemd zijn:

- hetzij voor een andere beroepsactiviteit dan het officieel gebruik van het Bureau;
- hetzij voor een economische, industriële of handelsactiviteit, uitgeoefend door het Bureau of door een van zijn ambtenaren voor rekening van het Bureau, voor rekening van de Organisatie of voor een Lidstaat van de Organisatie;
- hetzij voor een activiteit uitgevoerd in het kader van een programma van een andere internationale organisatie;
- hetzij voor de persoonlijke belangen van de ambtenaren van het Bureau.

Artikel 15

De goederen die eigendom zijn van de Organisatie kunnen in België slechts worden vervoerd in overeenstemming met de in de Belgische wetgeving en regelgeving bepaalde voorwaarden.

Artikel 16

De Organisatie is niet vrijgesteld van belastingen, heffingen en rechten die alleen de vergoeding van diensten van openbaar nut betreffen.

Artikel 17

Onverminderd de verplichtingen die voor België voortvloeien uit de verdragen betreffende de Europese Unie en de toepassing van de Belgische wetgeving en de regelgeving, worden de voorwaarden en toepassingsregelingen van de artikelen 9, 10, 11, 12, 13, 14 en 15 vastgelegd door de overheden die bevoegd zijn voor deze fiscale aangelegenheden.

HOOFDSTUK II

STATUUT VAN HET PERSONEEL

Artikel 18

1. De vertegenwoordigers van de Lidstaten, het personeel van het Secretariaat-generaal van de Organisatie, de leden van het Uitvoerend Comité van de Organisatie en hun delegatie, evenals de leden en personen die officiële functies uitoefenen bij de Commissie van Toezicht op de dossiers van INTERPOL, genieten op het Belgisch grondgebied, bij de uitoefening van hun taken of de uitvoering van hun zending en tijdens de reizen van en naar de vergaderplaats de volgende voorrechten en immuniteiten:
 - a) Immunitet van arrestatie of gevangenhouding en van in beslag name van hun persoonlijke bezittingen, tenzij in geval van betrapping op heterdaad;
 - b) Immunitet van rechtsvervolging met betrekking tot de door hen verrichte handelingen, met inbegrip van hun woorden en geschriften;
 - c) onschendbaarheid van alle officiële papieren en documenten;
 - d) dezelfde faciliteiten met betrekking tot wisselbeperkingen als degene die worden toegekend aan personen op tijdelijke zending.

Artikel 19

1. Het Hoofd van het Bureau en diens adjunct genieten dezelfde voorrechten, immuniteiten en faciliteiten als de diplomatieke personeelsleden van de diplomatieke missies. Hun wettige partner en inwonende minderjarige kinderen, beiden ten laste, genieten dezelfde voordelen als de wettige partner en de minderjarige kinderen van de leden van het diplomatiek personeel.
2. Naast de voorrechten voorzien in artikel 18 genieten de Secretaris-generaal van INTERPOL evenals zijn partner en zijn kinderen de voordelen toegekend aan diplomatieke vertegenwoordigers.

Artikel 20

1. Alle ambtenaren van het Bureau, met inbegrip van de ambtenaren vermeld in artikel 19 van dit Akkoord, genieten vrijstelling van belastingen op de salarissen, emolumenten en vergoedingen die hen door de organisatie worden overgemaakt; België behoudt zich het recht voor deze salarissen, emolumenten en vergoedingen in aanmerking te nemen voor de berekening van de belasting die moet worden geheven op uit andere bronnen afkomstige belastbare inkomsten;

De voorwaarden en toepassingsregelingen van deze paragraaf worden vastgelegd door de Minister van Financiën van de Belgische regering.

2. Voor wat betreft de ambtenaren die werden ter beschikking gesteld van de Organisatie door hun nationale administratie, en die werden aangeworven door INTERPOL in overeenstemming met de artikels 2.1 en volgende van het Personeelsstatuut van INTERPOL, zal de Belgische fiscale administratie, onverminderd de toepassing van de door België gesloten overeenkomsten ter vermindering van dubbele belasting en de bestaande wederkerigheidsovereenkomsten tussen België en bepaalde Staten, zich inspannen om, op voorwaarde van wederkerigheid en onder de voorwaarden voorzien door de artikels 4 en 231 van het wetboek van de Inkomstenbelastingen, de gevallen te regelen van dubbele belasting op de salarissen en emolumenten die door de Staten, politieke onderverdelingen of lokale overheden aan deze personen worden uitbetaald.
3. Alle ambtenaren van het Bureau genieten wat de munt- of wisselreglementeringen betreft, de faciliteiten die worden toegekend aan de ambtenaren van internationale organisaties.
4. Alle ambtenaren van het Bureau genieten:
 - a) vrijstelling van rechtsvervolging voor daden die ze in hun officiële hoedanigheid hebben verricht, met inbegrip van hun woorden en geschriften; deze immuniteit blijft van kracht na de beëindiging van hun functies;
 - b) onschendbaarheid voor al hun officiële papieren en documenten.
5. Alle ambtenaren van het Bureau genieten voor henzelf en hun wettige partner en inwonende minderjarige kinderen, dezelfde repatriëringfaciliteiten als leden van diplomatieke zendingen bij internationale crisissen.
6. Alle ambtenaren van het Bureau, hun wettige partner en inwonende minderjarige kinderen, beiden ten laste, zijn niet onderworpen aan de maatregelen tot beperking van de immigratie of aan de registratieformaliteiten voor vreemdelingen. Deze afwijking wordt toegekend in overeenstemming met de Belgische wetgeving ter zake.
7. Voor de uitoefening van hun officiële functies bij het Bureau zijn de ambtenaren van het Bureau niet onderworpen aan de Belgische wetgeving inzake tewerkstelling van buitenlandse arbeidskrachten en zelfstandigen.
8. Het Bureau stelt de Directie Protocol van de Federale Overheidsdienst Buitenlandse Zaken in kennis van de aankomst en het vertrek van haar ambtenaren en doet mededeling van alle hierna nader omschreven gegevens omtrent haar ambtenaren en personeelsleden:
 - a) naam en voornaam
 - b) geboorteplaats en -datum
 - c) geslacht
 - d) nationaliteit
 - e) hoofdverblijfplaats (land, gemeente, straat, nummer)
 - f) burgerlijke staat
 - g) samenstelling van het gezin
 - h) het stelsel van sociale zekerheid gekozen door het personeelslidElke wijziging van de bovenstaande gegevens moet binnen twee weken ter kennis worden gebracht van de Directie Protocol van de Federale Overheidsdienst Buitenlandse Zaken.

Artikel 21

1. De experts op zending voor de Organisatie genieten voor de duur van de zending, met inbegrip van de reizen, de onderstaande voorrechten en immuniteiten voor zover deze nodig zijn voor de goede uitoefening, in volle onafhankelijkheid, van hun functies. In het bijzonder genieten zij de volgende voorrechten en immuniteiten:
 - a) immuniteit van arrestatie of gevangenhouding of van inbeslagname van hun persoonlijke bezittingen;
 - b) immuniteit van enige rechtsvervolging met betrekking tot alle door hen tijdens de vervulling van hun officiële functies gesproken of geschreven woorden en verrichte handelingen; deze immuniteit blijft ook gelden na het uitdoven van hun officiële functies voor de Organisatie;
 - c) onschendbaarheid van alle papieren en documenten;
 - d) het recht om in de communicatie met de Organisatie codes te gebruiken en papieren of correspondentie te ontvangen per koerier of in verzegelde tassen;
 - e) dezelfde faciliteiten met betrekking tot valuta- en wisselbeperkingen als die worden toegekend aan vertegenwoordigers van buitenlandse regeringen op tijdelijke officiële zending;
 - f) dezelfde immuniteiten en faciliteiten met betrekking tot hun persoonlijke bezittingen als degene die worden toegekend aan de leden van diplomatieke zendingen van een vergelijkbare rang.
2. De voorrechten en immuniteiten worden aan experts toegekend in het belang van de Organisatie en niet voor hun persoonlijk voordeel. Alle personen die de voormelde voorrechten en immuniteiten genieten, hebben de plicht de Belgische wetten en reglementen na te komen. De Organisatie kan en moet de immuniteit van een van haar experts opheffen, in alle gevallen waarin zij van oordeel is dat de immuniteit het uitoefenen van rechtsmacht in de weg staat en waarin de immuniteit kan worden opgeheven zonder de belangen van de Organisatie te schaden.

Artikel 22

Het bepaalde in artikel 20.1 is niet van toepassing op de pensioenen en rentes die de Organisatie betaalt aan haar vroegere personeelsleden in België of aan hun rechthebbenden, noch op de salarissen, emolumenten en vergoedingen die de Organisatie of het Bureau betaald heeft aan haar personeelsleden die werden aangeworven voor de duur van minder dan een jaar, of die geen vaste of tijdelijke betrekking bekleden op het kader van de Organisatie gelet op de opdracht en de statutaire regels van deze Organisatie.

Artikel 23

1. Onverminderd de verplichtingen die voor België voortvloeien uit de verdragen betreffende de Europese Unie en de toepassing van de wetten en voorschriften, genieten de ambtenaren van het Bureau, behalve die als vermeld in artikel 19, het recht om tijdens een periode van twaalf maanden volgend op het tijdstip waarop zij voor de eerste maal hun functie hebben opgenomen, hun meubelen en hun persoonlijk voertuig vrij van douanerechten en belasting over de toegevoegde waarde in te voeren of aan te kopen.

2. De Minister van Financiën van de Belgische regering legt de grenzen en toepassingsvoorwaarden van dit artikel vast.

Artikel 24

1. België is niet verplicht de in artikel 20 van dit Akkoord opgenomen voorrechten en immunities, behalve deze waarin artikel 20.1, 20.4 en 21.1 b), c) en d) van dit Akkoord voorzien, aan eigen staatsburgers of vaste ingezetenen toe te kennen.
2. Onverminderd artikel 20.2 is België niet verplicht het voorrecht voorzien door artikel 20.1 toe te kennen aan de ambtenaren die door INTERPOL werden benoemd of aangeworven voor een periode van minder dan een jaar; artikel 20.4 is daarentegen van toepassing op alle ambtenaren.
3. België is niet verplicht de voordelen van artikel 23 toe te kennen aan contractuele ambtenaren aangesteld door INTERPOL voor een duur van minder dan een jaar, noch aan ter beschikking gestelde ambtenaren, andere dan deze bedoeld door artikel 1, noch aan experts.

Artikel 25

1. Voor 1 maart van elk jaar zal het Bureau aan alle begunstigten een fiche overhandigen waarop hun naam en adres, het bedrag van de salarissen, emolumenten, vergoedingen, pensioenen of rentes staan vermeld die hen gedurende het voorgaande jaar door de Organisatie of door het Bureau werden gestort.
2. Het dubbel van de fiches zal door de Organisatie vóór voornoemde datum rechtstreeks aan de bevoegde Belgische fiscale administratie worden doorgestuurd.

HOOFDSTUK III

ALGEMENE BEPALINGEN

Artikel 26

De voorrechten en immunities worden uitsluitend toegekend aan de ambtenaren van het Bureau in het belang van de Organisatie en niet tot hun persoonlijk voordeel. De Secretaris-generaal van de Organisatie dient de immunitet op te heffen in alle gevallen waarin ze een belemmering kan vormen voor de rechtsbedeling en voor zover ze kan worden opgeheven zonder de goede werking van het Bureau in gevaar te brengen.

Artikel 27

Onverminderd de aan de Organisatie en aan haar ambtenaren verleende rechten, behoudt België het recht om alle nuttige voorzorgen te nemen in het belang van zijn veiligheid en van de openbare orde.

Artikel 28

1. De personen vermeld in de artikelen 19, 20 en 21 van dit Akkoord genieten geen enkele immuniteit van rechtsmacht voor de gevallen van inbreuk op de reglementering inzake het zich in het verkeer begeven van voertuigen of schade berokkend door een motorvoertuig.
2. De Organisatie, haar ambtenaren en haar experts dienen zich te houden aan alle verplichtingen die de Belgische wetgeving betreffende de verplichte aansprakelijkheidsverzekering inzake motorrijtuigen oplegt

Artikel 29

De Organisatie, haar ambtenaren en haar experts werken te allen tijde samen met de bevoegde Belgische autoriteiten om de goede rechtsbedeling te vergemakkelijken, de naleving van het politiereglement te waarborgen en elk misbruik te vermijden waartoe de voorrechten, immuniteiten en faciliteiten waarin dit Akkoord voorziet, kunnen aanleiding geven.

Artikel 30

De organisatie en al haar ambtenaren dienen zich te houden aan de Belgische wetten en voorschriften en aan de te hunnen opzichte gedane uitspraken.

Artikel 31

België draagt ten aanzien van de werkzaamheden van de Organisatie op zijn grondgebied generlei internationale aansprakelijkheid voor een daad of nalatigheid van Organisatie dan wel voor een daad of nalatigheid van de Organisatie of van haar ambtenaren of haar experts die in het kader van hun functie een daad stellen of nalaten te stellen.

Artikel 32

1. Alle uiteenlopende standpunten aangaande de toepassing of interpretatie van dit Akkoord die niet geregeld konden worden middels rechtstreeks overleg tussen de Partijen, kunnen door één van de Partijen worden voorgelegd aan een scheidsgerecht, bestaande uit drie leden.
2. De Partijen benoemen elk een lid van het scheidsgerecht.
3. Het derde lid van het scheidsgerecht wordt benoemd door beide Partijen na overleg.
4. Het derde lid wordt Voorzitter van het scheidsgerecht.
5. Ingeval geen overeenstemming kan worden bereikt aangaande de persoon van het derde lid van het scheidsgerecht, wordt deze laatste op verzoek van de Partijen benoemd door de Voorzitter van het Internationaal Gerechtshof.
6. Een Partij maakt een zaak bij het scheidsgerecht aanhangig door middel van een verzoekschrift.
7. Het scheidsgerecht legt zijn eigen procedure vast.

HOOFDSTUK IV

SLOTBEPALINGEN

Artikel 33

In geval van wijziging van haar statuten of van de sluiting van het Bureau, brengt de Organisatie de bevoegde autoriteiten van de Gaststaat hiervan op de hoogte.

Artikel 34

Elke partij stelt de andere partij ervan in kennis dat aan de voor de inwerkingtreding van dit Akkoord vereiste interne grondwettelijke en wettelijke procedures is voldaan.

Het Akkoord treedt in werking op de eerste dag van de tweede maand die volgt op de datum van de laatste kennisgeving, met terugwerking tot de datum van de vestiging in België van het Bureau van INTERPOL op 1 januari 2012, tenzij voor wat betreft de artikels 3 en 20.4.

Dit Akkoord kan op verzoek van een partij worden herzien.

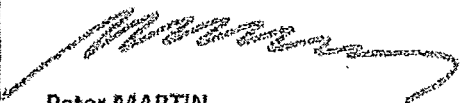
TEN BLIJKE WAARVAN de Vertegenwoordigers van het Koninkrijk België en van de Internationale Organisatie voor Criminele Politie – INTERPOL dit Akkoord met uitwisseling van brieven hebben ondertekend.

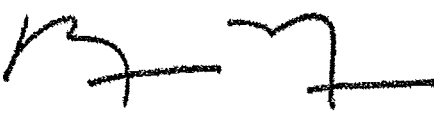
Gedaan in tweevoud, in de Nederlandse, Engelse en Franse taal, zijnde de Franse en Engelse teksten rechtsgeldig.

Voor het Koninkrijk België, vertegenwoordigd door:

de federale Regering,
de Vlaamse Regering,
de Franse Gemeenschapsregering,
de Waalse Regering,
de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest,
de Duitstalige Gemeenschapsregering,

Voor de Internationale Organisatie voor Criminele Politie – INTERPOL:


Peter MARTIN
President CIPS-ICZ


Ronald K. NOBLE
Secretaris-generaal

In Brussel, op 14/10/2014

In Lyon, op 14/10/2014

HEADQUARTERS AGREEMENT WITH EXCHANGE OF LETTERS

BETWEEN

THE KINGDOM OF BELGIUM

AND

THE INTERNATIONAL CRIMINAL POLICE ORGANIZATION – INTERPOL

(ICPO – INTERPOL)

The Kingdom of Belgium, hereinafter referred to as "Belgium", represented by:

- the Federal Government,
- the Flemish Government,
- the Government of the French Community,
- the Walloon Government,
- the Government of the Brussels-Capital Region,
- the Government of the German-speaking Community;

and

The International Criminal Police Organization - INTERPOL, hereinafter referred to as "the Organization";

Considering that the International Criminal Police Organization - INTERPOL is a recognised International intergovernmental organisation;

Responding to the desire of the Organization to establish a Liaison Office in Belgium, hereinafter referred to as "the Office";

Considering that it is desirable that INTERPOL can enjoy the privileges and immunities that are usually granted to international organisations who established an office on Belgian territory;

Wishing to conclude an agreement to determine the privileges and immunities necessary for the functioning of the Office and for the successful accomplishment of the official mission of its staff;

Have agreed as follows:

CHAPTER I

LEGAL PERSONALITY, PRIVILEGES AND IMMUNITIES OF THE INTERNATIONAL CRIMINAL POLICE ORGANIZATION - INTERPOL

Article 1

For the purpose of this Agreement:

- a) "the Office" means the liaison office of the Organization, officially established in Belgium;
- b) "the official activities of the Office" means the activities that are necessary for the accomplishment in Belgium by the Office of the objectives and the statutory missions of general interest the office was charged with by the Organization;
- c) "the official use" means the actions as well as the acquisition of goods or services that are indispensable for the performance by the Office of its official activities in Belgium, or that are necessary for its good functioning, and the costs of which are finally paid for by the Organization;
- d) "the archives" means all records, correspondence, documents, manuscripts, computer and media data, databases, photographs, films, video and sound recordings belonging to or held by the Office or by its staff members within the scope of its official activities;
- e) "the premises of the Office" are the land and the buildings or parts of buildings used exclusively for the exercising of the official activities of the Office;
- f) "the Head of the Office" means the highest ranking staff member of the Office;
- g) "the staff members of the Office" include the following categories:
 - i. the Secretary General, the highest ranking staff member of the Organization;
 - ii. the staff members, seconded to the Organization by their national administration, and engaged and appointed by INTERPOL in accordance with the provisions of the Staff Regulations of INTERPOL;
 - iii. the staff members of the Organization, engaged directly and paid by INTERPOL, who hold a permanent or a temporary position on the staff of the Organization, and are known as "contractual staff members".

Article 2

The Organization shall have international legal personality and capacity.

Article 3

Within the scope of its official activities the Organization shall enjoy immunity from jurisdiction and execution, except that the immunity of the Organization shall not apply:

- a) to the extent that the Organization shall have expressly waived such immunity in a particular case;
- b) in respect of a civil action by a third party relating to persons or goods, insofar as this civil action is not directly connected with the official activities of the Organization;

- c) In respect of a civil action by a third party for damage caused by a motor vehicle belonging to, or operated on behalf of, the Organization or in respect of a motor traffic offence involving such a vehicle;
- d) the seizure, pursuant to the final order of a court of law, of the salaries and emoluments owed by the Organization to a staff member;
- e) In respect of any counter-claim directly connected with court proceedings initiated by the Organization;
- f) In respect of the enforcement of an arbitration award made in accordance with article 32 of the present Agreement.

Article 4

1. The property and assets of the Organization used for the exercise of the official activities of the Office may not be subject to any form of requisition, confiscation, sequestration nor to any other form of seizure or constraint.
2. Should any form of expropriation be necessary, all appropriate action will be taken to prevent the exercising of the activities of the Office being impeded in any way. In this case Belgium will give its assistance to enable relocation of the Office.

Article 5

The archives of the Organization shall be inviolable.

Article 6

1. The premises of the Office are inviolable. Permission by the Head of the Office or any other authorized representative of the Office shall be required for access to its premises.
2. This permission, however, shall be assumed to be given in case of emergencies requiring prompt protective action.
3. Belgium shall take all appropriate measures to prevent invasion or damage to the Office premises, to prevent the peace of the Office being disturbed or its dignity being diminished in any way.

Article 7

Freedom of communication for its official purposes shall be guaranteed to the Office. Its official correspondence shall be inviolable and may not be censored. The Organization is allowed to use codes.

Article 8

Without prejudice to the provisions of international treaties and to the obligations arising for Belgium from the treaties concerning the European Union, the Organization may:

- a) receive and hold funds and currency of any kind and operate accounts in all currencies;
- b) freely transfer its funds and currencies within the Belgian territory, from Belgium abroad or from abroad to Belgium.

Article 9

1. The Organization, its property, its incomes and other goods destined for its official use shall be exempt from all direct taxes.
2. No exemption from direct taxes shall be granted for incomes of the Organization which originate from an economical, industrial or commercial activity exercised by the Office or by one of its members on behalf of the Organization.

Article 10

When the Organization makes substantial purchases of movable or immovable goods or has substantial services performed that are strictly necessary for the exercise of its official activities in Belgium and where the price includes indirect taxes or VAT, appropriate measures shall be taken whenever possible with a view to the remission or reimbursement of the amount of these taxes.

Article 11

Without prejudice to the obligations arising for Belgium from the treaties concerning the European Union and the application of the Belgian legal and regulatory provisions regarding public order, security, health or morals, the Organization may import all goods and publications destined for its official use in Belgium.

Article 12

The Organization shall be exempt of all indirect taxes regarding goods imported, acquired or exported by it or in its name for its official use in Belgium.

Article 13

The Organization shall be exempt from all indirect taxes regarding the official publications that it receives or sends abroad for its official use.

Article 14

In order to avoid that the application of the exemptions should result in any distortion of competition, no exemption of duties or of indirect taxes is granted for activities or for the acquisition of goods or services that are destined:

- for any other professional activity than the official use of the Office;
- for an economical, an industrial or a commercial activity exercised by the Office or by one of its staff members for the Office, for the Organization or for a Member State of the Organization;
- for an activity exercised within the scope of a programme of an other international organisation;
- for the personal advantage of staff members of the Office.

Article 15

The goods belonging to the Organization cannot be disposed of in Belgium except under conditions defined by Belgian laws and regulations.

Article 16

The Organization shall not be exempt from taxes and duties that are, in fact, no more than charges for public utility services.

Article 17

Without prejudice to the obligations arising for Belgium from the treaties concerning the European Union and the application of Belgian laws and regulations, the conditions and modes for the application of articles 9, 10, 11, 12, 13, 14 and 15 shall be determined by the authorities competent for fiscal matters.

CHAPTER II

LEGAL POSITION OF STAFF MEMBERS

Article 18

Representatives of the Member States, the staff of the General Secretariat of the Organization, the members of the Executive Committee of the Organization and their delegations, as well as the members and persons exercising official functions at the Commission for the Control of INTERPOL's Files, shall enjoy on the Belgian territory, while exercising their functions and during their journeys to and from the place of the meeting, the following privileges and immunities:

- a) immunity from personal arrest or detention and from seizure of their personal baggage, except when caught in flagrante delicto;
- b) immunity from legal process in respect of acts done by them, including words spoken or written;
- c) inviolability for all official papers and documents;
- d) the same facilities with respect to currency or exchange restrictions as are accorded to persons on temporary missions.

Article 19

1. The Head of the Office and his/her assistant shall enjoy the immunities, privileges and facilities granted to the members of the diplomatic personnel of diplomatic missions. Their legal partner and their minor children, both dependent and living under the same roof, shall enjoy the privileges granted to the legal partners and to the minor children of the diplomatic personnel.
2. In addition to the privileges provided for in article 18, the Secretary General of INTERPOL, as well as his legal partner and his children, shall enjoy the facilities granted to diplomatic envoys.

Article 20

1. All staff members of the Office, including those mentioned in article 19 of this Agreement, shall enjoy exemption from all taxes on salaries, emoluments and indemnities paid to them by the organization; Belgium reserves for itself the right to take into account the said salaries, emoluments and indemnities for calculating the amount of tax to be levied on the taxable income originating from other sources.

The conditions and the modes for the application of this paragraph shall be determined by the Minister of Finance of the Belgian government.

2. Concerning the staff members seconded to the Organization by their national administration and engaged by INTERPOL in accordance with articles 2.1 *et seq* of the Staff Regulations of INTERPOL, the Belgian fiscal administration shall, without prejudice to the agreements preventing double taxation concluded by Belgium and without prejudice to the existing reciprocity agreements between Belgium and certain States, make every effort, on condition of reciprocity and under the conditions mentioned in articles 4 and 231 of the income tax code, to resolve the cases of double taxation on the salaries and emoluments payed to these persons by the States, political subdivisions or local authorities.
3. All staff members of the Office shall enjoy the facilities accorded to officials of international organisations in respect of currency or exchange regulations.
4. All staff members of the Office shall enjoy:
 - a) legal immunity for acts performed in their official capacity, including words written or spoken; such immunity shall apply even after they have left the service;
 - b) inviolability of all official papers and documents.
5. All staff members shall enjoy, together with their legal partner and dependent minor children, living under the same roof, the same repatriation facilities in times of international crises as diplomatic envoys.
6. All staff members of the Office, as well as their legal partner and their dependent minor children, living under the same roof, shall enjoy exemption from measures restricting immigration and from aliens registration formalities. This exemption shall be given in accordance with Belgian legislation on the matter.
7. For the exercising of their official functions within the Office, the staff members of the Office shall not be subject to Belgian legislation on employment of foreign workers and independents.
8. The Office shall notify the Protocol Service of the Federal Public Service Foreign Affairs of the arrival and final departure of its staff members and shall also provide the following specific information about all its staff members and other servants:
 - a) surname and first name
 - b) place and date of birth
 - c) sex
 - d) nationality
 - e) permanent residence (country, town, street, number)
 - f) civil status
 - g) composition of the family
 - h) the social security scheme applicable to the staff memberThe Protocol Service of the Federal Public Service Foreign Affairs shall be notified, within two weeks, of any changes to the above-mentioned data.

Article 21

1. Experts on missions of the Organization shall be accorded the following privileges and immunities so far as is necessary for the effective and independent exercise of their functions including the time spent on journeys in connection with such functions:
 - a) Immunity from personal arrest or detention and from seizure of their personal baggage;
 - b) In respect of words spoken or written or acts done by them in the performance of their official functions, immunity from legal process of every kind, such immunity to continue notwithstanding that the persons concerned are no longer performing official functions for the Organization;
 - c) Inviolability for all official papers and documents;
 - d) for the purposes of their communications with the Organization, the right to use codes and to send or receive papers or correspondence by courier or in sealed bags;
 - e) the same facilities in respect of currency and exchange restrictions as are accorded to representatives of foreign Governments on temporary official missions; and
 - f) the same immunities and facilities in respect of their personal baggage as are accorded to members of comparable rank of diplomatic missions.
2. The privileges and immunities are accorded to experts in the interests of the Organization and not for the personal benefit of the individuals themselves. It is the duty of all persons enjoying such privileges and immunities to respect the Belgian laws and regulations. The Organization shall have the right and the duty to waive the immunity of any of its experts in any case where, in its opinion, the immunity would impede the course of justice and can be waived without prejudice to the interests of the Organization.

Article 22

The provisions of article 20.1 shall not apply to pensions and annuities paid by the Organization to its former officials in Belgium or to their successors nor to salaries, emoluments and indemnities paid by the Organization or by the Office to its servants engaged for a period of less than one year or who do not occupy a permanent position at the Organization considering the mission and the statutory regulations of that Organization.

Article 23

1. Without prejudice to the obligations arising for Belgium from the treaties concerning the European Union and to the application of laws and regulations, the officials of the Office, except the persons referred to in Article 19, shall enjoy the right, during a period of twelve months following their first taking up their duties in Belgium, to import or purchase, in exemption of import duties and value added tax (VAT), furniture and a motor vehicle for their personal use in Belgium.
2. The Minister for Finance of the Belgian government shall determine the limits and conditions under which this Article applies.

Article 24

1. Belgium shall not be bound to extend to its own nationals or to permanent residents the advantages, privileges and immunities granted in article 20, except for those provided for in article 20.1, 20.4 and 21.1 b), c) and d).
2. Without prejudice to article 20.2, Belgium shall not be bound to extend the privilege provided for in article 20.1 to staff members appointed or engaged for a period of less than one year; article 20.4, on the other hand, will be applicable to all staff members.
3. Belgium shall not be bound to extend the advantages of article 23 to contractual staff members, engaged or appointed by INTERPOL for a period of less than one year, nor to seconded staff members other than those mentioned in article 1, nor to experts.

Article 25

1. The Office shall issue, before the 1st of March of each year, to its staff members a form specifying, besides their names and addresses, the amount of the salaries, emoluments and indemnities, pensions or annuities paid to them by the Organization or by the Office during the course of the previous year.
2. Besides, the Office shall send before the same date a duplicate of this form directly to the competent Belgian fiscal administration.

CHAPTER III

GENERAL PROVISIONS

Article 26

The privileges and immunities are granted to the staff members of the Office only in the interest of the Organization and not for their personal advantage. The Secretary General of the Organization shall waive all immunity whenever the immunity would impede the course of justice and such waiver does not prejudice the proper functioning of the Office.

Article 27

Without prejudice to the rights conferred upon the Organization and its staff members by this Agreement, Belgium reserves the right to take all necessary precautions in the interest of its national security and public order.

Article 28

1. The persons mentioned in articles 19, 20 and 21 of this agreement shall not enjoy any legal immunity regarding motor traffic offences or damages caused by a motor vehicle.
2. The Organization, its staff members and its experts shall comply with all obligations imposed by Belgian legislation concerning civil liability insurance for the use of any motor vehicle.

Article 29

The Organization, its staff members and its experts shall co-operate at all times with the appropriate Belgian authorities to facilitate the proper administration of justice, to ensure observation of police regulations and to prevent the occurrence of any abuse in connection with the immunities, privileges and facilities provided for in this Agreement.

Article 30

The Organization and all its staff members shall observe Belgian laws and regulations and judgments rendered against them.

Article 31

Belgium shall have no international responsibility whatsoever for the activities of the Organization on its territory as regards the acts or omissions of the Organization or of its staff members and its experts acting or failing to act in the exercise of their functions.

Article 32

1. Any difference of views regarding the application or interpretation of this Agreement, which cannot be resolved through direct negotiations between the Parties, may be submitted, by one of the Parties, to an arbitral tribunal composed of three members.
2. The Parties shall each appoint one arbitrator.
3. The third arbitrator shall be appointed by both Parties upon consultation.
4. The third arbitrator shall be the President of the arbitral tribunal.
5. In case of disagreement on the choice of the third arbitrator, the third arbitrator shall be appointed by the President of the International Court of Justice at the request of the Parties.
6. The dispute shall be brought to the arbitral tribunal upon application of either Party.
7. The arbitral tribunal shall determine its own procedure.

CHAPTER IV

FINAL PROVISIONS

Article 33

The Organization will inform the Host nation of any modification of its statutes or of the closure of the Office.

Article 34

Both Parties shall notify each other of the completion of the internal constitutional and legal procedures required for the entry into force of this Agreement.

The Agreement shall enter into force on the first day of the second month following the date of exchange of the last notification with effect to the date of the establishment of the Office of INTERPOL in Belgium on 1 January 2012, except as regards articles 3 and 20.4.

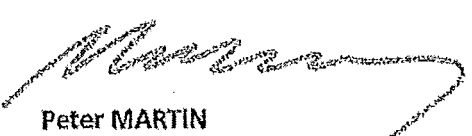
This Agreement can be revised at the request of one of the Parties.

IN WITNESS WHEREOF, the Representatives of the Kingdom of Belgium and of the International Criminal Police Organization - INTERPOL have signed this Agreement with exchange of letters.

DONE in duplicate, in the English, French and Dutch languages, the French and English texts being equally authentic.

For the Government of the Kingdom of Belgium,
represented by:
the Federal Government,
the Flemish Government,
the Government of the French Community,
the Walloon Government,
the Government of the Brussels-Capital Region,
the Government of the German-speaking Community:

For the International Criminal Police Organization - INTERPOL:


Peter MARTIN
President CIPS-ICZ

in... Brussels

on... 24 Oct 2014


Ronald K. NOBLE
Secretary General

in... Lyon

on... 14/10/2014